Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 10 (1960)

Heft: 3

Buchbesprechung: La Banque et le crédit en France de 1815 à 1848 [Bertrand Gille]

Autor: Aguet, Jean-Pierre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

s'efforce de résoudre un régime dont l'existence fut brève. Dans le dédale des lois, des règlements, des arrêtés, le lecteur s'avance sans lassitude. Il le doit à de très nombreuses citations et à l'exposition d'une foule de petits faits dont l'enchaînement rend plus sensible la vie quotidienne dans la Principauté.

Le dernier chapitre du livre, *La fin du régime Berthier*, abonde en incidents, en démarches diplomatiques que rendent clairs les pages que M. Courvoisier leur consacre.

De nombreuses pièces annexes, un état détaillé des sources utilisées, une bibliographie développée et un index des noms de personnes font de ce livre un excellent instrument de travail.

Quelques petites réserves cependant: les prénoms de nombreuses personnes figurant dans l'index n'ont pas été identifiés; un index des noms de lieux aurait rendu des services certains; le parti-pris de reproduire le plus exactement possible l'orthographe des citations ne semble pas être à l'avantage de l'ouvrage.

Mais ce ne sont là que peccadilles. Elles n'enlèvent rien au mérite de M. Courvoisier ni à la qualité de son livre dont on ne saurait dire tout le bien.

Sierre *Michel Salamin*

BERTRAND GILLE, *La Banque et le crédit en France de 1815 à 1848*. Paris, Presses universitaires de France, 1959, in-8°, 380 p. (Mémoires et Documents publiés par la Société de l'Ecole des Chartes, t. XIV.)

Parmi les ouvrages récents — et pas trop nombreux — qui visent à définir l'histoire économique française de la première moitié du XIXe siècle, l'ouvrage de M. Bertrand Gille mérite d'occuper une place de choix. Ce devait être à l'origine une thèse de doctorat portant sur le développement des industries métallurgiques: les études préliminaires dans cette voie conduisirent l'auteur à la rédaction de l'ouvrage ici recensé, tant il lui apparut qu'il était impossible de parler de développement industriel sans avoir au préalable reconnu les structures bancaires. Disons que M. Gille, responsable aux Archives nationales de France de la section des archives économiques et privées, se trouvait dans une position relativement favorable pour entreprendre pareille étude, si l'on considère avec lui que «la documentation essentielle est d'origine privée». Etant donné ce fait, il est particulièrement intéressant de relever les sources utilisées: avant tout, des archives de banques de Paris ou de province ont pu être dépouillées dans la mesure où elles existaient encore — n'ayant pas été liquidées sous la forme de vieux papiers ou de curiosités philatéliques — dans la mesure, aussi, où l'on autorisa l'auteur à les consulter — tant le préjugé du secret des affaires se trouve avoir la vie dure. Le cas de la recherche de M. Gille est donc exemplaire:

il est celui de quiconque tente de consulter des archives privées qui n'ont pas été versées dans un fonds d'archives publiques. Reconnaissons toutefois que, même si l'auteur a eu peu de ces archives bancaires à sa disposition, il a toutefois réussi à tirer de ce peu un ouvrage d'un intérêt exceptionnel, renforcé qu'il se trouve être dans ses sources par l'examen d'archives d'entreprises, principalement métallurgiques ou de chemins de fer, plus rarement de l'industrie légère, d'archives des tribunaux de commerce — malheureusement fort délabrées en de certains lieux — d'archives notariales enfin. On imagine dès lors les très vastes travaux de recoupement — l'auteur les signale comme souvent «pénibles» — qui ont dû être entrepris: encore une fois le résultat est de valeur.

Dans des limites chronologiques qu'il n'est guère nécessaire de discuter, M. Gille a concentré en des chapitres très structurés une multitude de renseignements dont il ne saurait être question de rendre totalement compte ici. Relevons les trois parties de l'ouvrage, consacrées successivement aux «structures», aux «mécanismes», aux «politiques». Sous le titre de la première, figure une analyse très approfondie de la situation des banques, tant parisiennes que départementales, tant privées que semi-publiques, tant établissements commerciaux que de crédit foncier. On retrouve là l'existence de cette importante haute banque privée, d'origine suisse ou allemande, avec ses structures familiales propres, qui demeura à travers les avatars d'une période troublée et à laquelle, à Paris, ne vinrent s'ajouter que peu d'établissements nouveaux. Un autre point révélateur est la corrélation soulignée par l'auteur entre l'apparition des banques départementales et la carence de la Banque de France, banque privilégiée et prudente, se limitant à des opérations sûres et tentant de réglementer de façon étroite l'exercice des fonctions bancaires. En corrélation aussi avec cette politique de la Banque de France, apparaissent nettement les tentatives de Lafitte et d'autres tendant à créer des établissements qui pourraient plus librement diffuser le crédit à une époque de développement économique et de spéculations nombreuses, rendus difficiles par la restriction même du marché financier. S'opposent ainsi, dans ce bilan, les structures traditionnelles et les essais d'organisations progressistes, le cas des crédits fonciers devant être mis à part.

Dans la seconde partie, ces structures sont examinées de l'intérieur: ce qui constitue une très intéressante contribution à l'histoire de la pratique bancaire, qu'il s'agisse des modes de crédit commercial ou de crédit public ou encore de commandites industrielles. Comme dans de nombreux autres chapitres, M. Gille a préféré ici donner des exemples concrets — telle l'analyse du portefeuille de valeurs de Lafitte — plutôt que de construire des synthèses théoriques qui pourraient se trouver trop aventurées, au jour où des recherches plus approfondies en permettraient la vérification. Si l'histoire des compagnies de chemins de fer reste à faire pour la période précédant 1848, M. Gille aura toutefois apporté des lumières nombreuses sur le rôle

des banques dans ce domaine, montrant combien fut «passionnée» la spéculation du public plaçant ses fonds dans ces entreprises qui suscitèrent un engouement sans pareil. Dans cette nomenclature, il faut encore mentionner l'étude du marché international de l'argent, soulignant le rôle des Rothschild dans l'investissement français à l'étranger, des groupes britanniques dans l'investissement étranger en France.

La troisième partie nous paraît être la plus originale et la plus intéressante, avec l'examen des politiques de l'entreprise bancaire, mais surtout avec une petite sociologie historique des milieux bancaires et une étude très fouillée de la conjoncture et des crises qui éprouvèrent les établissements de crédit sous la monarchie censitaire. La lecture de ces cent dernières pages révèle de quel intérêt sera une étude systématique des structures familiales et sociales, des mentalités de cette bourgeoisie du XIXe siècle, sur laquelle courent tant de préjugés historiques, non encore «dégonflés»; de quel intérêt reste aussi la passionnante étude des crises économiques de la première moitié du XIXe siècle. Ces dernières, vues sous l'angle d'étude de M. Gille, apparaissent très différentes du schéma, presque classique, etabli par les études de M. Labrousse et de ceux qui se lancèrent à vérifier ou à infirmer ses hypothèses fécondes: en effet, celles-ci sont plus proprement orientées sur les secteurs agricoles et industriels, celle-là est en revanche concentrée sur les structures du crédit, plus précisément sur les distorsions de ces structures provenant de la carence de l'organisation bancaire. Plusieurs de ces crises semblent en effet s'être produites à la suite d'une mauvaise destination des capitaux circulants qui prenaient, du fait de l'atmosphère spéculative régnant particulièrement sous la monarchie de Juillet et des restrictions de l'organisation bancaires, le chemin des investissements à long terme, créant finalement des déséquilibres générateurs de crises, au moment où la tendance se renversait, où l'argent devenait rare sur le marché du crédit à court terme. En un tel temps de spéculation, l'épargne fut engagée, qu'elle fût paysanne ou urbaine: alors apparaissent des liaisons entre crise bancaire et crise agraire, mais pas celles que l'on avait envisagé jusqu'alors en soulignant de façon peut-être excessive l'aspect surproduction et sous-consommation des différents secteurs impliqués dans le renversement de conjoncture: citons ici une remarque de M. Gille sur les crises de 1839, 1845 et 1847: «Soulignons le fait que les deux récoltes les plus mauvaises du règne de Louis Philippe eurent lieu en 1839 et en 1846, c'est-à-dire dans les deux cas après des années de fort investissement. Il est possible que l'engouement pour les actions de chemins de fer ait immobilisé des sommes naturellement destinées à l'ensemencement des terres, surtout dans les régions de grande propriété, de même que certains fabricants avaient engagé dans des spéculations boursières partie de leurs fonds de roulement. L'accroissement très sensible des hypothèques dans les années 1845 à 1847 montre que les propriétaires fonciers ont dû faire des sacrifices pour participer à la fièvre générale.» C'est là une hypothèse, parmi d'autres, qui mérite

d'être retenue, vu qu'elle ajoute la dimension spéculative à un ensemble d'éléments dont la reconnaissance totale est loin d'être faite. Pour conclure sur cet ouvrage qui dresse le «procès-verbal de la carence» des structures bancaires de la monarchie censitaire française, on ne peut que constater combien il sera précieux désormais dans toute étude du développement économique de la France à cette époque. Que M. Gille en soit remercié.

Lausanne *Jean-Pierre Aguet*

HEINZ-OTTO SIEBURG, *Deutschland und Frankreich in der Geschichtsschreibung des neunzehnten Jahrhunderts (1848—1871)*. (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz, Bd. 17.) Franz Steiner Verlag, Wiesbaden 1958. IX u. 394 S.

Auf den seinerzeit ausführlich besprochenen ersten Band dieses Werkes (vgl. SZG 5, 1955, S. 237—239) ist nunmehr der zweite und abschließende gefolgt. Fragestellung und Grundgedanken bedurften keiner Veränderung oder Erweiterung: es ging darum, die geistige Begegnung von Deutschland und Frankreich im Spiegelbild der historiographischen Entwicklung aufzuzeigen, einer Entwicklung, die ebenso reich im Hinblick auf die beiden Nationen im einzelnen als auch auf deren wechselseitige Impulse erscheint. Gemeinsam war ihnen schon jener große revolutionäre Einschnitt von 1848/49, der nicht nur als entscheidende politisch-gesellschaftliche Zäsur empfunden wurde, sondern darüber hinaus auch die große Französische Revolution erneut aktuell werden ließ. So sind die 1850er Jahre in Deutschland wie in Frankreich ein Jahrzehnt der Entfaltung des historischen Bewußtseins gewesen, wie es ihrer nur wenige gegeben hat. Es war dies auch die Zeit, da die beiden Nationen sich in ergänzendem Verständnis nahezukommen trachteten und auch nahegekommen sind, wie vielleicht während des ganzen Jahrhunderts nicht — da ein Thiers in seiner «Histoire du Consulat et de l'Empire» der Erhebung von 1813 und der Politik Metternichs begreifende Anerkennung zollte, Ranke in seiner herrlichen «Französischen Geschichte», von deren reiner Klassizität Sieburg mit Recht bewundernd spricht, die Entfaltung der Monarchie des Ancien Régime geradezu beispielhaft dartat. Aber auch Sybels «Geschichte der Revolutionszeit» gehört allein schon vermöge ihrer Quellengrundlage zu den großen historiographischen Monumenten ihrer Zeit, wenn auch das Verständnis der sozialen Triebkräfte in stärkerem Maße und in problematischerer Weise als zeitgebunden erscheint. Indessen gehört es ja gerade zur Internationalität des Revolutionserlebnisses, daß die Analysen eines Karl Marx oder eines Lorenz von Stein nicht so sehr anhand der deutschen als vielmehr der französischen Vorgänge vonstatten gehen konnten. Man könnte dabei noch weitergehen und — wie es zum Beispiel unlängst Theodor Eschenburg in seiner schönen Einleitung zu der deutschen Tocquevilleausgabe getan hat — die Auswir-